



le quotidien

rouge

journal d'action communiste

SAMEDI 18 MAI 1974
NUMERO 21 - 1 franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

VOTEZ MITTERRAND

LE TICKET

Collé Giscard ! Zéro pointé ! La bulle ! Défaillance du fort en thème, pris en flagrant délit de bluff. Il aligne les chiffres, attaque avec les équations, et puis... le trou.

Combien le ticket de métro ? Silence, bredouillement, erreur. La France de Giscard ne prend jamais le métro. Elle suinte la suffisance et le mépris.

C'était avant hier soir à R.T.L. Anecdote ? Peut-être, mais combien représentatif de cette campagne d'esprouffe, de bluff, de mensonges menée par le ministre des Finances.

L'idée de Giscard président est intolérable. S'il passe, il faudra en découdre. Les travailleurs ont déjà compris qu'ils représentaient la majorité réelle, qu'ils ont de leur côté l'écrasante majorité des salariés, des jeunes. Ils ne se résigneront pas pour une poignée de bulletins.

Mais Giscard peut être battu. Pas une voix d'extrême-gauche, pas une voie révolutionnaire ne doit manquer à Mitterrand. Pas une seule.

Sans pour autant renoncer à la méfiance, aux revendications ouvrières, aux luttes qui font, comme en 36 ou en 68 plier le patronat. Deferre répondait avant-hier à Lecanuet sur Europe 1 : « Si Giscard est élu, il y aura de graves difficultés sociales. Si c'est Mitterrand, il n'y en aura pas ». Sous-entendu : Mitterrand c'est l'ordre, la paix sociale ; n'a-t-il pas déjà reporté à plus tard les 1500 F, les 40 heures, les nationalisations.

Encore une fois, pour battre la droite, votez Mitterrand, mais ne faites confiance qu'à vos luttes. Demain pas plus qu'hier, il n'y aura de trêve ni de pause. L'élection de Mitterrand signifierait un pas en avant, des possibilités meilleures, des espoirs accrus pour les travailleurs. Elle n'est en rien un but final.



(P. 2) GISCARD MENTEUR

(P.3) POURQUOI VOTER MITTERRAND ?

(P. 3) LE QUOTIDIEN ROUGE : PREMIER BILAN

LECTEURS, DIFFUSEURS, ATTENTION !

Comme pour le premier tour, et en raison des mêmes contraintes techniques, le QUOTIDIEN ROUGE ne paraîtra pas lundi. Vous le retrouverez mardi dans les kiosques, avec le résultat des élections, l'analyse des perspectives et le bilan d'un mois de quotidien sur la base d'un volumineux courrier.

Dès samedi prochain, l'hebdomadaire « ROUGE » reparaitra.



Giscard

GISCARD, TU MENS !

« Ouverture sociale » ou mystification ? C'est le titre d'un texte écrit par un groupe de fonctionnaires du ministère des Affaires Sociales, dénonçant les promesses et le prétendu plan social de Giscard d'Estaing. En voici des passages :

LES FORMULES CREUSES

«... En ce qui concerne la protestation des travailleurs sans emploi, le ministre des Finances est particulièrement mal venu de proposer « d'harmoniser et améliorer la protection des chômeurs » lorsqu'on sait qu'à la fin de 1973 ses services se sont opposés à la proposition de rétablir le parallélisme entre la progression de l'aide publique aux chômeurs, et surtout depuis 1968 (entre le 1er janvier 68 et le 1er avril 74, augmentation du SMIC de 168% et de l'aide publique de 58%).

On ne trouve guère, par contre, d'engagements précis et chiffrés dans le programme social de Giscard d'Estaing, et leur analyse se révèle, malgré tout, fort enrichissante.

Ainsi l'essentiel du programme en faveur des handicapés se résume en l'application du projet de loi d'orientation préparé après un simulacre de concertation avec les intéressés par les services de Mlle Dienesch et adopté récemment par le Conseil des Ministres.

En matière de formation professionnelle, l'objectif annoncé est de faire bénéficier chaque année un travailleur sur 10 d'un stage de formation professionnelle. Or, pour les entreprises soumises à la loi du 16 juillet 1971 (entreprises de plus de 10 salariés), le nombre des stagiaires formés en 1972 représente 9,88% de l'effectif salarié. Les propositions de Giscard ? Porter ce chiffre à...10%, quelle révolution !

« Dernier exemple d'engagement tenu par avance, et traduisant des conceptions sociales hardies : humanisation des hôpitaux, l'objectif de M. Giscard d'Estaing étant la disparition des salles communes d'ici à 1980. Cette proposition n'entraînerait qu'une légère accélération de la tendance actuelle, car au rythme présent d'exécution du VIème plan, leur suppression devrait être totale en 1983. Le gain ne serait que de trois ans, mais cette proposition est une régression sur le plan du financement par rapport aux engagements antérieurs de M. Poniatowski, M. Giscard d'Estaing ne parle plus en effet de subventions de l'Etat, mais d'un programme spécial financé par emprunt ».

LES « OUBLIS »

« Il n'est pas sans intérêt, enfin, de relever les « oublis » de ce programme social, qui ne contient, en premier lieu, aucune précision sur le niveau des pensions et l'âge de la retraite. Il faut rappeler que

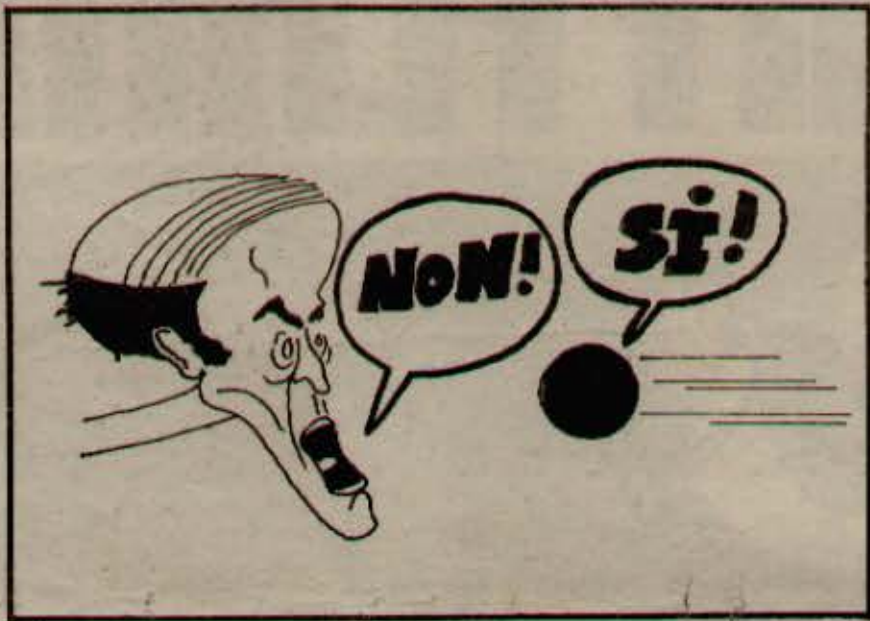
pour le régime général, la pension maximum pouvant être obtenue après 37,5 ans de cotisations et à l'âge de 65 ans, ne dépassait, avant la dernière réévaluation du SMIC, celui-ci que de 19,5%. Quant à l'abaissement de l'âge de la retraite à partir duquel il est possible de demander la liquidation de sa retraite sans subir un abattement, il n'est même pas envisagé ! Or les dispositions actuelles ne permettent le départ à la retraite qu'en cas d'invalidité ou dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 27 mars 1972 sur la garantie de ressources aux travailleurs qui ne sont plus rentables pour l'entreprise. C'est donc ce seul critère de rentabilité qui est pris en considération et non le désir du travailleur de bénéficier dans le repos des années qui lui restent à vivre [...]

Bien que les dépenses de prestations familiales soient en augmentation (plus 1,6% en francs

constants entre 71 et 74), le pouvoir d'achat de ces prestations, par famille, est en régression sensible depuis de nombreuses années. Aussi, les associations familiales revendiquent-elles leur revalorisation immédiate de 25%.

M. Giscard d'Estaing ne prend aucun engagement à ce sujet, et dans ces conditions sa proposition de garantie et d'amélioration du pouvoir d'achat des prestations à l'avenir, ne représente en fait qu'un rattrapage (cette idée n'est pas nouvelle puisqu'on se souvient que Pompidou avait promis en 1970 à l'UNAF un contrat de progrès avec les familles).

Il semble que Giscard veuille ensevelir le mécontentement social sous une avalanche de « micro-promesses ». Mais cette avalanche résulte elle-même de l'épaisse couche de dossiers amassés au sommet, de réformes bloquées ou retardées par lui. En somme, la « politique sociale » de Giscard se borne à une série de mesures de saupoudrage qui n'aborde aucun grand problème de fond ».



Chaban Bigeard en 58

Ministre de la Défense Nationale du cabinet Gaillaud, Chaban-Delmas a chargé une quinzaine de jeunes colonels triés sur le volet d'être ses missi dominici, de le renseigner sur l'esprit qui règne dans les unités et d'y faire pénétrer ses directives. C'est Chaban-Delmas cherche à canaliser vers le gaullisme le putsch qui se prépare... Le ministre organise des « ateliers » d'une vingtaine d'officiers auxquels il expose les techniques de guerre subversive.

Le colonel Bigeard est appelé à Paris. Il se voit confier la mission de créer dans un casino désaffecté à Notre-Dame, près de Philippeville, l'école Jeanne d'Arc par où passeront tous les officiers arrivant en Algérie. C'est l'école de la guerre subversive, beaucoup diront celle du coup d'Etat. Au cours de leur stage de deux mois, les élèves s'entraînent parfois d'avoir à acquiescer les notions de droit administratif

metropolitain, à apprendre la différence des attributions du Préfet de Strasbourg et du Préfet de Marseille.

En août (57), il sera passé assez d'officiers par les mains de Bigeard pour que les cadres soient prêts à l'action (c'est-à-dire au coup d'Etat).

Parmi ceux qui suivraient (un appel de de Gaulle), on cite... le colonel Bigeard qui dans les 6 heures du prononcement prendrait l'air à la tête de quelques milliers d'hommes pour atterrir au Bourget et appuyer le coup d'Etat à Paris.

Extrait des « 13 complots du 13 mai » Merry et Serge Bromberger (c'est vraiment pas des gauchistes pourtant...)

Quand on vous disait qu'ils nous préparaient une armée de guerre civile.

GISCARD LE CAMOUFLEUR

Très instructive la lecture du « Journal Officiel » de l'Assemblée Nationale daté du 10 octobre 73. On y trouve le procès-verbal d'un rapport portant sur les crédits du ministère des Départements et Territoires d'Outre-mer.

On y apprend que « plus de quarante millions de francs ont été mis à la disposition de sucreries en Martinique, entre 1967 et 1972. Le gouvernement s'était alarmé de cette situation et avait dépêché plusieurs missions de fonctionnaires du ministère des Finances pour examiner sur place le problème ».

La suite devient très intéressante :

« En réalité, malgré les déclarations du gouvernement, une subvention de 750.000 F au « transport de la canne » a été accordée en 1973 et si la société de gérance des sucreries réunies de la Martinique n'a pas reçu de nouvelles subventions directes en 1973, elle a reçu un prêt pour une somme de 1.250.000 F. Or, il semble établi que du fait du montage juridique des sociétés sucrières, la société de gérance à qui le prêt a été attribué (ce n'est d'ailleurs pas le premier qu'elle reçoit), n'a que des actifs d'une valeur négligeable... De la subvention au prêt sans sûreté réelle accordée à une société à la solvabilité plus que douteuse, les différences sont plus formelles que véritables ».

« Pour essayer d'y voir plus clair dans cet imbroglio financier » (sic), le député rapporteur a demandé « comme il en a le droit, les rapports internes à l'administration relatifs à l'industrie du sucre à la Martinique ».

Sa demande, c'est bien sûr au ministère des Finances qu'il l'a fait. A Giscard soi-même. Lequel répond — et pas de n'importe quelle façon :

« Les règles de la déontologie administrative ne permettent pas au ministère de l'Economie et des Finances de communiquer au ministère des DOM les rapports établis par ses services de contrôle sur les sociétés sucrières de Martinique. En conséquence, la demande de la Commission a été portée à la connaissance de ce ministre en vue de la suite à lui donner par ses soins ».

Elle a bon dos, la « déontologie administrative ! Sur tout quand elle permet de camoufler ce qui pourrait bien être un scandale... Alors Valéry, on veut jouer les Chaban ?

UN MEETING DE LA HAUTE

Tous. Ils y étaient tous. A la tribune comme dans la salle, dedans, comme dehors. Toute cette France qui saigne de la bouche au simple mot de travailleurs, que la vue d'un drapeau rouge fait s'évanouir, qui préfère se barrer en Suisse avec ses capitaux plutôt que d'entendre l'Internationale, toute cette France était là, au Parc des Expositions, venue écouter Giscard, par trains entiers, affrétés au frais du candidat...

A la tribune et aux premiers rangs, les portes-paroles des Versaillais de toujours, ceux qui ont bâti leur carrière sur le fric, la combine, et l'exploitation des travailleurs.

Autour de la tribune, un service d'ordre très bien habillé, complet-cravate, avec un petit insigne blanc sur la poche : le S.O. d'Ordre Nouveau, au grand complet. A l'entrée, le Service d'ordre se voulait plus « bon enfant » : un journaliste du Figaro fut frappé, un rédacteur de l'Humanité a été empêché d'entrer dans la salle (« on le connaît, celui-là »).

Dans la salle, dehors, le 16ème était venu au grand complet : ça puait le fric, la trouille de perdre quelques uns de ses privilèges (et pourtant !). On aurait voulu être « plus peuple ».

Odieuse cette droite qui, enfin, avait retrouvé un chef, et qui, arrogante et méprisante, relevait la tête. Ces midinettes en tee-shirt qu'on imaginait sans peine - en cas de victoire de Mitterrand - prendre les casseroles des mains de leurs bonnes espagnoles pour descendre dans la rue comme au Chili...

Ces potiches aussi : Danielle Gilbert, Aznavour, qui entonna le chant du départ... à l'arrivée de Giscard.

Car il arriva ! Au milieu des cris et des pamoisons, celui qui allait « sauver la France du collectivisme et de la tyrannie communiste » commença alors son discours : « Nous gagnerons. Pas parce que c'est moi. Pas parce que c'est vous. Mais parce qu'il faut que la France gagne ».

Un discours à la mesure de son auditoire. Vide et creux.

le gaullisme : 16 ans après — 6 —

L'AGONIE

Après Mai 68, de Gaulle chercha un nouveau souffle... avec Couve de Murville, il plaça à l'Intérieur Marcellin, le flic fait ministre et confia l'Education nationale à l'illusionniste Edgar Faure. Mais la bourgeoisie ne lui faisait plus confiance. Elle avait jusqu'alors passé sur certaines de ses lubies en raison des bénéfices considérables qu'il lui assurait ; il fallait maintenant y mettre un terme car il risquait de casser la baraque. Par exemple, il se refusait obstinément à dévaluer le franc alors qu'on imprimait du papier-monnaie à gogo. Le premier qui posa la question de sa succession fut Pompidou en se déclarant candidat à la présidence au début de 1969, alors que formellement de Gaulle en avait encore pour 5 ans.

Le terrain se dérochant chaque jour davantage, de Gaulle tenta une fois de plus le coup du referendum en avril 69. La bourgeoisie ne marcha pas : Giscard d'Estaing appela à voter NON, utilisant les voix ouvrières pour l'emporter et envoyer de Gaulle à Colombey. Mais on ne pouvait encore détruire sa légende et il fallait assurer une transition. Pompidou qui fut élu à

la Présidence présentait toute garantie : pour les gaullistes, il avait servi le général pendant la traversée du désert, pour les autres il avait aussi servi les Rothschild. Il pouvait ainsi à la fois assurer la « continuité » et une « ouverture » vers un futur indéfini. Chaban-Delmas bavardait sur le « social », Marcellin restait le premier des flics, Giscard dirigeait l'économie et les finances à vue, au profit du capital, Edgar Faure fut remplacé par Fontanet, plus sûr dans la répression. Dans un discours à Strasbourg, Pompidou exprima l'espoir de parvenir à un régime présidentiel stabilisé où le Parlement retrouverait une certaine fonction, avec une majorité et une opposition (dans laquelle les socialistes pourraient avoir une place) et où une alternance de gouvernement serait possible.

Cette perspective reposait sur l'idée commune à tout le monde politique depuis les gaullistes jusqu'au PCF, en passant par le Parti Socialiste qui avait subi une défaite énorme à l'élection présidentielle — que mai 68 n'avait été qu'un simple accident de parcours, que l'apparition de ceux qu'ils appelaient les « gauchistes » n'était qu'un épisode fugitif et que

l'ordre momentané dérangé était en train de se rétablir. L'erreur était de taille. Mai 68 inaugura une période prolongée de conflits et de troubles sociaux qui ne se limitaient pas à la France. Les difficultés économiques s'accumulaient. La montée ouvrière s'amplifiait. Pompidou qui voulait utiliser à la manière de de Gaulle, le truc du referendum reçut une claque retentissante. Sans aucun doute, Mitterrand fut le premier homme politique à être sensible à la situation. Il comprit que la bourgeoisie française avait besoin d'un parti socialiste fort pour qu'elle ne reste pas face à une classe ouvrière polarisée seulement par le PCF, lui-même harcelé sur sa gauche par les forces substatnelles de l'extrême-gauche. Il comprit que pour faire un PS fort, celui-ci devait se tourner vers sa gauche et ne pas hésiter à s'entendre avec le PCF. Il comprit qu'avec ce dernier il fallait faire une « Union de la gauche », qui puisse canaliser la montée des masses en se présentant comme une issue parlementaire à la situation provoquée par la faillite du gaullisme. Les élections législatives de mars 1973 le justifiaient aux yeux des membres du PS, qui sortait pour la

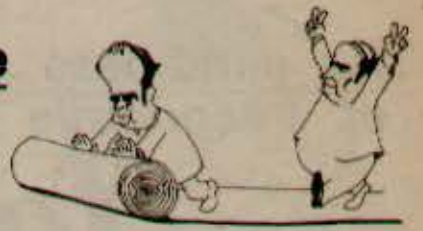
première fois renforcé après tant d'années de continuel échec. Le PCF constatait bien que l'Union de la gauche avait davantage profité à son allié socialiste et que lui, PCF, stagnait, mais il n'avait pas de politique de rechange.

Avant les élections, Pompidou avait tenté de regagner du terrain en sonnait la trompette du gaullisme, avec Messmer aux titres éclatants de lieutenant de la Légion étrangère et de gouverneur des colonies. Après, les ravalements se poursuivirent, mais en vain. Lorsqu'il mourut, la bourgeoisie hésita encore un court moment, au début de la campagne électorale entre Chaban et Giscard. Mais, puisqu'il fallait liquider l'UDR, autant le faire tout de suite. Ce furent des hommes de Pompidou, Juillet, Chirac, etc — qui en prirent l'initiative, entraînant avec eux Messmer. En quelques jours, la côte de Chaban tomba, celle de Giscard grimpa. Le 5 mai, le gaullisme était fini.

Mais ne pourrait-on pas pasticher de Gaulle et dire que pour l'UDR qu'elle a perdu une bataille, mais pas la guerre ? Elle reste le plus fort groupe parlementaire certes, mais que ce soit Giscard ou Mitterrand qui l'emporte le 19 mai, la décomposition de l'UDR est inéluctable, elle est même déjà très avancée. Son existence a provoqué cette polarisation qui peut porter le PCF dans le gouvernement. Si l'on veut pour l'avenir éviter ou, le cas échéant, limiter dans

le temps une telle situation, il faut au plus vite se débarrasser de l'UDR. Que se passera-t-il ? Le groupe des « 43 » est une préfiguration de ceux qui en grand nombre, iront à la soupe chez Giscard s'il est élu, et, en moins grand nombre chez Mitterrand si c'est celui-ci qui est élu. La décomposition de l'UDR donnera pas mal de troupes à des groupements fascistes, que la bourgeoisie entretiendra financièrement pour s'en servir contre le mouvement montan des masses. Il y a aussi dans l'UDR pas mal d'individus qui se sont enrichis entre-temps et qui trouveront bien moyen de devenir à leur tour des notables, redécouvriront les vieilles valeurs de la bourgeoisie et s'efforceront de jeter un voile sur leur passé. Il restera enfin les demi-soldes du gaullisme, ceux qui finiront leurs jours en marmonnant une légende bien morte. Car, parmi les régimes bonapartistes qu'a connus l'histoire de France, le gaullisme est celui qui n'a pas eu d'Austerlitz ni même de Solferino. Il est vrai qu'il n'a eu aussi ni Waterloo ni Sedan. Entre le 13 mai 1958 d'Alger d'une armée qui portait Dien-Bien-Phu sur son drapeau et le 13 mai 1968 où les travailleurs de France manifestèrent leur puissance, ce fut, en dehors de phrases redondantes, la marche des godillots éculés dès le départ d'un capitalisme français déclinant et sans avenir.

Pierre Frank



VOTEZ MITTERRAND!

Batte Giscard, demain. C'est possible. Il le faut.

La France est d'ores et déjà coupée en deux. Pas un groupe, une association, une amicale, pas une personnalité qui ne se sente tenue de choisir son camp. Et derrière, les deux grandes forces qui s'opposent : la classe ouvrière, le salariat, les producteurs d'un côté, les possédants, les nantis, les exploités de l'autre.

Cassée en deux, comme à l'époque de l'affaire Dreyfus.

Et jamais de Gaulle, jamais même Pompidou en 69 ne sont apparus aussi clairement que Giscard aujourd'hui comme le candidat des droites, de la réaction, de la caste patronale et bancaire. Le voile du gaullisme par-

venait encore à estomper les lignes de front, à donner une coloration populaire trompeuse aux candidats de la bourgeoisie.

Avec l'agonie du gaullisme, les arêtes se dénudent, le front se dessine. La cassure est profonde. Elle ne se comblera pas facilement, quelle que soit l'issue électorale.

DEUX FRANCES INEGALES

Alors, plus que jamais, il importe de rappeler que derrière les chiffres apparemment égaux des sondages : (50 % à 50 %), se cachent des réalités inégales.

Pour Mitterrand, plus de 55 % des hommes et des femmes de

moins de 35 ans. Plus de 70 % des ouvriers. Les syndicats, les forces de la jeunesse et du travail.

Pour Giscard, plus de 60 % des plus de 65 ans, des inactifs, des petits rentiers. Pour Giscard, au meeting de la Porte de Versailles devenue pour un soir Porte des Versaillais, des délégations de syndicats jaunes CFT, Pour Giscard, les anciens OAS, les militaires factieux.

Malgré les éclairages trompeurs de la SOFRES et de l'IFOP, malgré les portraits racoleurs et intimes du ministre des Finances, en face à face avec Chancel, ces deux Frances ne pèsent pas du même poids, n'ont pas les mêmes intérêts, ne marchent pas dans le même sens.

A la première, il faut ajouter les trois millions de travailleurs immigrés, exploités comme leurs camarades français et qui donneraient plus de 2 millions de suffrages à Mitterrand (conformément aux statistiques globales), s'ils avaient voix au chapitre. A la première, il faut ajouter les jeunes qui travaillent, les jeunes encasernés, adultes pour se faire exploiter ou pour les stages commandos, trop jeunes pour voter, selon les gouvernants. Il aurait suffi que la promesse du programme de Provis sur le vote à 19 ans soit respectée, pour que Mitterrand soit élu à coup sûr.

POUR QUE CETTE FORCE SE GONFLE D'ESPOIR

Pour déjouer les embûches et les truquages, il faut donc que pas une voix ne manque à Mitterrand dimanche. D'abord, parce que son élection ouvrirait la voie à des victoires de toute autre ampleur, si nous savons élargir la brèche sans attendre, sans faire confiance aux promesses, en comptant sur nous-mêmes. Il sera possible d'en finir

avec ce régime ébranlé que nous supportons depuis trop longtemps.

Et cette victoire ne serait pas due à l'éloquence de Mitterrand, mais au vigoureux coup d'épaule donné il y a six ans tout juste par dix millions de grévistes. Le régime a chancelé, essayé de se rattraper, il peut maintenant s'abattre, mais la poussée qui le renverse vient de loin, les présidentielles ne sont que l'occasion.

Ensuite, parce que l'élection de Mitterrand ouvrirait la voie à d'importantes conquêtes sociales. Parcelles annoncées par le programme commun encore réduites et rognées en cours de campagne. Mais les 1500 F minimum, les 35 heures, l'échelle mobile « oubliées » à Grenoble et bien d'autres. Rappelons nous comment, en 36, dans la foulée d'une victoire électorale, les travailleurs se sont engouffrés pour arracher satisfaction sans laisser de répit aux patrons.

Enfin, parce qu'une victoire électorale de ce type, avec la majorité absolue, malgré les ficelles électorales conçues pour la bourgeoisie, donnerait confiance en elle-même à la première France, la France prolétaire, la France populaire, la France d'en bas. Et si elle prend confiance en elle-même, si elle se gonfle d'espoir, cette France là peut aller bien au-delà des horizons étriqués du programme commun, elle peut bousculer les obstacles, briser les digues, faire éclater les chaînes du capital.

Il serait alors possible de tendre la main aux prolétaires portugais par dessus la tête de Franco, d'en finir avec trente cinq ans de franquisme, de marcher vers une Europe des travailleurs.

VOTER, FAIRE VOTER MITTERRAND

Cette voie là n'est pas celle de Mitterrand, ni celle du PCF. Marchais se montre conciliant pour deux, il ne revendique aucun ministère-clé. Il

promet de gérer loyalement le capitalisme. Mitterrand annonce qu'il a confiance dans les généraux et les policiers, qu'il connaît bien, comme Allende eut confiance en Prats et Pinochet. Pas nous. Ces gens-là se préparent à décevoir ou à trahir les espoirs mis en eux. Il faut se préparer à aller plus loin, malgré eux.

Le 19, nous voterons Mitterrand. Pour qu'il soit élu. Pour que, s'il est élu, il n'ait aucun prétexte à se dérober, pour qu'il ne puisse pas justifier ses compromis à droite par la défection de l'extrême-gauche.

Mais Mitterrand peut être battu, nous n'en serons pas découragés pour autant. Une victoire électorale peut aider le combat révolutionnaire, mais nous n'attendons pas la victoire des urnes. Il faudra de toute façon se donner d'autres moyens dans les entreprises et dans la rue, pour vaincre la bourgeoisie. Mais qu'au moins, si les travailleurs font une nouvelle fois l'expérience de l'impasse électorale, il ne manque aucune voix révolutionnaire. Que les Marchais et les Mitterrand ne puissent pas dire que l'échec est le fruit des divisions, qu'on fera mieux la prochaine fois en s'élargissant encore à droite.

Cela ne nous empêche pas de dire qu'en multipliant les concessions, les incantations verbales, les réformistes ne préparent en rien les travailleurs aux épreuves de demain, et qu'en votant Mitterrand, il faut continuer plus que jamais, à n'avoir confiance qu'en nous-mêmes et en nos luttes.

Maintenant, si Mitterrand était battu, l'élu du 19 mai, Giscard, serait d'ores et déjà désigné, marqué au fer, comme l'ennemi de classe. Et il n'est pas question que la première France, celle du travail et de la jeunesse sa résigne, au rôle de sujet de ce nouveau monarque. Elle sait dès à présent qu'elle est la majorité réelle, électorale et sociale. Que sa défaite ne peut résulter que des truquages, des injustices, des entourloupettes de gens rompus au maniement des dès pipés et des cartes biseautées. Et que c'est inadmissible.



LE QUOTIDIEN VA S'ARRETER... IL PEUT CONTINUER !

Ce numéro, le vingt-et-unième du Quotidien Rouge, est l'avant-dernier. Le prochain — et dernier — paraîtra mardi 21 mai (comme pour le premier tour, les délais d'impression nous interdisent de sortir lundi matin avec les résultats des élections, d'autant plus que les chiffres définitifs risquent d'être connus tard dans la nuit).

Il est encore trop tôt pour faire un bilan complet de cette expérience. Nous n'avons pas encore les chiffres de vente de Paris-sous-sol (les métros et les gares), de la banlieue ni de la province. Les lettres de lecteurs reçues jusqu'ici, et dont beaucoup ont été publiées, ne nous donnent encore qu'une vue fragmentaire, d'autant qu'elles portaient plus sur des problèmes politiques que sur le Quotidien lui-même.

Dans le N° 1 du Quotidien, paru le 22 avril, nous écrivions en éditorial :

« Goût de la performance ? non point. Volonté de faire entendre, le mieux possible une voix révolutionnaire dans cette campagne en dentelles où tout le monde se veut « social » (...)

« Il y a bien la radio, la télé, mais il faut en plus un instrument militant. Pour lutter pied à pied contre les petits compromis quotidiens qui finissent par de grandes capitulations. Pour donner la parole à ceux qui ne respectent pas la trêve électorale. Pour organiser dès maintenant la solidarité (...)

« Il faut, vue l'ampleur des batailles, un trait d'union quotidien entre quelques milliers de militants, de sympathisants et de lecteurs. Il faut une tribune pour mener collectivement les débats, dissiper les confusions face à des problèmes difficiles ».

Tels étaient les objectifs de départ. Volontairement limités en raison de l'improvisation totale qui a présidé au lancement du journal : il n'y a aucun précédent en France de sortie d'un journal avec seulement une semaine pour constituer l'équipe

de rédaction, l'équipe technique, pour trouver un imprimeur, mettre en place une grille de diffusion NMPP, et enfin et surtout, élaborer une « formule journalistique ».

Cette formule, on peut seulement maintenant commencer à la définir, à partir de la réorientation qui a suivi le premier tour : plus de place consacrée à l'actualité et aux nouvelles internationales, recherche plus systématique de données économiques, effort, avec la série d'articles sur le gaullisme, de fournir un minimum d'analyses, place importante réservée à un courrier des lecteurs fort enrichissant. Avec une lacune, que nous n'avons su combler en raison de la faiblesse de l'équipe de rédaction et qu'un réseau de correspondant — si important soit-il — ne permet pas de résoudre : réalisation de reportages, qui donnent une « vie » à un journal.

UN JOURNAL D'ORGANISATION

Mais apparaît aussitôt une question de fond : à la différence de Libération, le Quotidien est le journal d'une organisation, le FCR. Ne risquait-il pas dès lors de donner une vision restrictive de la vie politique, accessible seulement aux militants et leurs sympathisants ? L'expérience montre en fait que nous avons su éviter en partie ce danger. D'abord dans le ton : beaucoup de lettres soulignent que le ton, le langage du Quotidien étaient beaucoup plus accessibles que dans l'hebdomadaire ; que la brièveté des articles et leur liaison avec l'actualité en rendaient la lecture plus facile. Ensuite sur le fond : on a vu que l'on peut sortir un journal qui ait une référence politique (celle du FCR) sans pour autant être le simple haut-parleur, ou pire encore le simple miroir d'une organisation. Cette référence politique nous semble indispensable : pour reprendre l'exemple de Libération, autant son utilité est manifeste dans de nombreux

domaines, avec un éclectisme qui permet de susciter des contributions écrites de militants, de couches en lutte, méfiant à l'égard de toute référence politique trop précise, autant ce même éclectisme peut créer une grave confusion politique que l'on a vue à deux occasions récentes (la guerre israélo-arabe d'octobre 73, le vote Mitterrand pour les présidentielles). Car dans certains cas, le refus de prendre parti peut devenir une position : ne ressort-il pas par exemple, de la série d'articles contradictoires de Libé sur les élections, qu'il est plus simple de s'abstenir le 19 mai ?

Non seulement il est possible de sortir un quotidien d'organisation qui évite tout narcissisme et tout sectarisme, sans pour autant renoncer ni à la polémique ni aux débats, mais il apparaît que ce journal permet de tisser d'autres liens avec le mouvement ouvrier, avec des forces politiques. Cela apparaît dans l'afflux de correspondance ouvrière, relatant des luttes ou débattant de questions précises : cela apparaît dans les chiffres des ventes militantes (celles-ci ont par exemple été beaucoup plus régulières dans les entreprises que dans les facultés ou sur les marchés), et même dans les ventes NMPP : à Nantes par exemple, il s'est vendu 400 exemplaires par jour du quotidien, ce qui est largement supérieur à la vente de l'hebdo.

PEUT-ON CONTINUER ?

Utile, le Quotidien Rouge ? Oui. Positive l'expérience ? Oui, ne serait-ce que par le type de débat qu'elle permet d'ouvrir maintenant sur la presse révolutionnaire.

Et pourtant, nous arrêtons le mardi 21. Parce que l'improvisation du départ, compensée par le caractère exceptionnel de la situation, ne permet pas de continuer sur une longue période. Plusieurs conditions doivent en effet être remplies pour une reprise éventuelle de la parution :



Le renforcement considérable des équipes de rédaction et de confection (dans les derniers temps, le journal était rédigé par huit camarades, frappé par quatre dactylos, et monté par trois maquettistes).

• La mise en place formelle d'un réseau de correspondants, qui n'a fonctionné jusqu'ici que de manière occasionnelle.

• La mise sur pied d'un réseau international de correspondants. C'est possible, avec l'existence des sections de la Quatrième Internationale. Sans pour autant transformer celle-ci en agence de presse, il serait même possible d'avoir là un canal exceptionnel d'informations et d'articles de fond.

• Un meilleur équilibre entre les ventes NMPP et les ventes militantes. Il est impossible de transformer le FCR en organisation de vendeurs de journaux (la fatigue militante explique ainsi les baisses de vente des derniers numéros, au moins sur Paris), mais cela implique un effort qui, faute de temps, n'a pas encore été fait, de contrôle de vente dans les kiosques, de minimum de publicité.

• Enfin, l'équilibre de la situation financière. Le déficit du Quotidien, ac-

centué par les délais très longs de paiement des NMPP, a été jusqu'ici épongé par la souscription financière ouverte pendant la campagne électorale. Nous savons que, de toute façon, aucun journal de gauche ou d'extrême-gauche ne parvient à s'auto-financer par ses seules ventes. Rappelons d'autre part que Le Monde vit à 50 % de la publicité, Le Figaro à 80 %. Il doit en tout état de cause reposer sur une participation financière régulière des lecteurs, voire d'une aide de l'organisation qui l'édite. Mais ce déficit doit être réduit le plus possible en parvenant à un seuil minimum de diffusion (évalué pour le Quotidien Rouge entre 15 et 20 000 exemplaires) ce qui implique que soit d'abord réalisée les conditions décrites plus haut.

Nous arrêtons donc le 20 mai. Provisoirement ? Cela dépend du débat qui doit maintenant s'ouvrir sur la question, et auquel les lecteurs doivent participer en nous écrivant ; cela dépend des ressources financières qui nous permettraient de réparaître. Et rendez-vous pour le dernier numéro, mardi prochain, et peut-être en septembre prochain.

la note à payer

Tout au long de cette campagne, les problèmes économiques ont occupé le devant de la scène. Lutter prioritairement contre l'inflation ou contre le chômage ? A leur manière Chaban et Giscard ont expliqué qu'on ne pouvait lut-

ter contre la peste sans attraper le choléra. Et inversement... Mitterrand, lui, propose un plan en 3 étapes qui laisse intact le système capitaliste. Ce faisant il se condamne soit à l'échec, soit à la gestion délibérée de la pénurie.

La « note à payer » aux pays producteurs et aux grandes compagnies pétrolières commence à faire sentir ses effets sur l'ensemble de la zone impérialiste. La répercussion des prix pétroliers dans les prix à la consommation et le souci des industriels de préserver leurs marges se manifestent partout par une nouvelle poussée inflationniste.

Mais parallèlement, les grandes économies capitalistes s'engagent dans une phase de relatif ralentissement de l'activité économique. Celui-ci se manifeste déjà clairement aux Etats-Unis et en Allemagne; et les prévisions du Marché Commun et de l'OCDE: elles annoncent une croissance du PNB (produit national brut) inférieure à 3 % dans l'ensemble des pays occidentaux.

UNE CONCURRENCE ACCRUE ENTRE LES PAYS IMPERIALISTES

Face à cette contraction de l'expansion du marché mondial, la concurrence retrouve ses formes les plus sauvages.

Seuls les Etats-Unis, en position relative de force dans la compétition commerciale à la suite des dévaluations du dollar et du faible coût de la crise pétrolière pour leur économie, tentent encore de sauvegarder le mythe du libre échange et de la « concertation » internationale.

En Europe la défense chauvine des marchés de l'emploi national est désormais le souci majeur de tous les gouvernements. La flottaison du franc avait déjà fait voler en éclat le dispositif laborieux d'unité monétaire européenne. Aujourd'hui, la politique italienne et danoise rompt unilatéralement avec l'unité douanière européenne. Pour demain, des menaces plus graves encore pèsent sur l'unité du marché mondial; les guerres commerciales et monétaires entre pays impérialistes peuvent venir approfondir encore les tendances à la contraction des échanges et de la production...

EN FRANCE: UNE CONJONCTURE ENCORE SATISFAISANTE POUR LE PATRONAT

Dans cette situation précaire, l'économie française bénéficie encore d'une conjoncture relativement euphorisante.

Bien sûr la note pétrolière est particulièrement lourde: 35 milliards de déficit commercial en 1974. Bien sûr, à l'occasion de cette crise pétrolière, l'inflation est encore passée à un régime supérieur: les prix ont cru de plus de 4 % au premier trimestre et les prévisions officielles de Giscard envisagent comme le plus probable un rythme de 16 % pour l'ensemble de l'année.

Mais l'industrie continue à connaître un rythme d'activité soutenu. Ceci s'explique par des raisons conjoncturelles: les exportations ont continué à croître très vivement, sans doute en partie grâce à la dépréciation du franc; les salariés ont réussi à éviter que les hausses des prix de début d'année ne conduisent à une baisse absolue de leur pouvoir d'achat. Dans une situation d'inflation débridée, les consommateurs sont plus soucieux de défendre leur consommation (notamment de biens durables) que de répondre aux encouragements à l'épargne.

Mais ces éléments de soutien de la conjoncture sont fragiles: la surinflation menace directement la compétitivité extérieure; la désépargne des salariés menace l'équilibre du financement des investissements. Après une période d'euphorie inflationniste, l'économie française peut donc entrer brutalement dans une phase d'aggravation de la crise commerciale, de récession, de développement du chômage.

LES OPTIONS DES CANDIDATS BOURGEOIS

Face à cette menace, le patronat et son Etat ont déjà élaboré leur stratégie: Le Rapport Montjoie est clair à cet égard: pour résorber le déficit commercial dans les 5 ans qui viennent, une seule solution: encourager les investissements et les exportations, casser la consommation et le pouvoir d'achat des salariés.

Sur cette base, qui leur est commune, les divers candidats de la bourgeoisie ne divergent que sur les moyens: Chaban considère que le plus grand mal c'est l'inflation; Giscard que c'est le chômage. Voilà qui en dit long sur les absurdités d'un système économique qui ne laisse aux travailleurs le choix qu'entre la peste et le choléra. Le choix? C'est d'ailleurs beaucoup dire puisque depuis 1965 — avec Chaban comme avec Giscard au pouvoir — les

travailleurs ont connu à la fois l'accélération permanente de l'inflation et un fort volant de chômage. Et le « rééquilibrage » aux dépens des travailleurs proposé par le rapport Montjoie n'améliore les choses ni d'un côté ni de l'autre.

Alors, au-delà de la démagogie, il y a bien un seul et même choix de toute la bourgeoisie: tenter de mettre à profit la crise, pour redresser le taux d'exploitation, pour restaurer la rentabilité du capital, et la « compétitivité » de l'économie nationale.

MITTERRAND: UN PLAN EN TROIS ETAPES

Candidat au gouvernement dans une situation délicate, Mitterrand a clairement posé les limites de son action: pas question de toucher aux profits capitalistes, on reste dans le cadre d'une économie de marché.

Dans ce cadre, il existait une politique préconisée par le PCF, celle de la relance de la consommation intérieure par la hausse générale des salaires. Vieille thèse de Léon Blum — combattue en son temps par Thorez — elle revient à expliquer qu'une hausse générale des salaires (sans que les profits capitalistes ne soient touchés) peut répondre à la fois aux intérêts des travailleurs et aux « intérêts de la nation », c'est-à-dire de l'industrie capitaliste. C'est très exactement ce que faisait le PCF lorsqu'il répétait, jusqu'à une date récente, que les « succès de mai-juin 68 » avaient « donné un coup de fouet à notre économie », et « stimulé les investissements ». Raisonnablement scandaleux qui revient à se féliciter des progrès de l'accumulation du capital. Raisonnablement faux, parce que dans un système capitaliste maintenu intact la hausse des salaires ne peut avoir des effets bénéfiques pour la bourgeoisie, que si elle peut reprendre par la hausse des prix et l'accroissement de l'exploitation ce qu'elle a accordé au niveau des salaires (et cela suppose un contexte international qui le permet). Si c'était leur intérêt bien compris, les capitalistes augmenteraient les salaires d'eux-mêmes...

Mitterrand, lui, expliquant la philosophie de son plan en trois étapes,

développe une optique sensiblement différente: acceptant le cadre du système, il se plie ouvertement à ses règles et annonce qu'en ce qui concerne ses mesures sociales il ne créera pas de demande sans avoir d'offre correspondante. Cela signifie — comme il l'a clairement expliqué au journal Les Informations — que « les hausses de revenus incluses dans les mesures immédiates » représenteraient « moins de 1 % de la production intérieure brute » et qu'elles seront accompagnées d'une « incitation nouvelle à l'épargne par l'indexation sur la hausse du coût de la vie » et d'un « emprunt indexé » pour « éponger l'équivalent de ce pouvoir d'achat supplémentaire » (sic).

En fait, ses projets peuvent se résumer en peu de mots: des concessions sociales limitées, un blocage temporaire des prix, et une politique des revenus négociée avec les directions syndicales qui se porteraient garantes de la paix sociale et modéreraient les exigences revendicatives (en échange d'une « participation » plus étendue aux décisions dans l'entreprise). Le tout dans une perspective social-chauvine de défense du « capital national » sur l'arène mondiale.

Une telle politique — dont l'efficacité n'est même pas garantie — ne serait rien d'autre qu'une tentative de gérer loyalement les affaires du capitalisme dans une passe difficile.

PAS DE REPONSE A LA CRISE SANS RUPTURE AVEC L'ORDRE BOURGEOIS

Quant à nous, notre position est nette: il n'y a pas de réponse ouvrière à la crise, sans rupture avec l'ordre économique et politique de la bourgeoisie, sans la satisfaction des revendications immédiates des travailleurs face à l'inflation et au chômage, sans l'expropriation massive des trusts bancaires et industriels, sans l'auto-organisation généralisée de la classe ouvrière. Voilà quelles seraient les tâches d'un véritable gouvernement des travailleurs.

C.L.

bla bla.. INFLATION, bla bla recession... etc.



MONSIEUR, QUEL EST LE PRIX D'UN TICKET DE METRO?



un meeting d'extrême-droite attaqué

Lundi 13 mai, des militants juifs dont les parents ont été déportés, attaquent un meeting de SIDOS, dirigeant d'extrême-droite, fondateur de Jeune Nation. Ce dernier n'a pu s'adresser à 27 auditeurs que sous la protection de la police.

DIS-MOI QUI T'IMPRIME, JE TE DIRAI QUI TU ES

Sur plainte du secrétariat national du PCF le numéro de « Spécial Banlieue », qui mettait en cause le passé de Marchais, avait été saisi. Mais on savait peu de choses sur ce torchon, sinon qu'il avait été tiré à 300.000 exemplaires pour être distribué dans toutes les boîtes aux lettres... Dans son numéro de vendredi, l'Humanité apporte un certain nombre d'éléments, pour le moins intéressants, qui concrétisent une fois de plus la collusion des fascistes avec Giscard.

Ce numéro très spécial a été imprimé à l'imprimerie Phototoffset, rue Gutenberg, à Meaux et a coûté la bagatelle de 41.400 F. Il a été imprimé par une société (SERVICE: Société d'Etudes et de recherches visuelles,

d'impression, de composition et d'éditions), qui a un bien singulier

conseil d'administration: le gérant est Gérard Penciolelli, les autres noms qu'on y trouve sont ceux d'Alain Renault, Jacques Marchal, Jean-Jacques Mathieu, Catherine Barnay. Quand on saura que Jacques Marchal est membre du Bureau politique de « Faire Front » (ex-Ordre nouveau), que Penciolelli, Renault et Barnay appartiennent à son « comité exécutif » et que Mathieu est un ancien responsable d'Ordre nouveau, on aura déjà compris pas mal de choses.

Pour que ce soit encore plus clair, voilà le reste:

C'est cette « Société » Service, créée le 1er septembre 73, installée au



11, rue St Martin et inscrite au registre du commerce sous le numéro 73 B 65 II, qui s'est chargée d'imprimer « Faire Front ». C'est elle qui a édité 2000 « journaux » pour le compte de l'UDR. C'est elle qui a imprimé pour le compte de la SERP (entreprise patronnée par... Le Pen I) des pochettes de disques. Un sur les discours d'Hitler et les chansons nazies. L'autre reproduisant les discours de J.H. Paquis, éditeur-pétainiste sous l'occupation. Tout cela ne suffisant pas, cette « société » décida alors d'utiliser le journal « Spécial Banlieue » dirigé par Alain Madelin, Républicain indépendant d'Issy-les-Moulineaux, Vanves et Malakoff: il accepta. C'est émouvant d'aider les gens en difficultés, non ?

LA PHILANTHROPIE DES VAMPIRES

Quand les murs de l'usine doublent les murs de l'asile

Les « Centres d'Aide par le Travail ». Un titre qui est déjà tout un programme ! Dans ces centres, on fait travailler à la chaîne des handicapés mentaux (légers ou profonds), soit dans des ateliers « traditionnels » (bois, mécanique), soit dans des ateliers « sous-traitants » de grandes entreprises (comme IBM par exemple). L'idéologie officielle définit les CAT comme « un lieu de passage et de préparation au travail en milieu normal ». La réalité, c'est que pour nombre d'industriels, ces centres sont avant tout une source de revenus intéressante. Des militants CFDT-Santé de Montpellier l'expliquent.

Quels sont les avantages économiques des CAT pour les patrons ?

— D'abord la « qualité » des travaux effectués. Des handicapés ont une « bonne qualité », même si les cadences sont plus faibles. Un handicapé (même mongolien) est parfaitement capable de tenir un poste de façon rentable, puisqu'il s'agit de conditionnement, de « stéréotypes gestuels » !

— Et puis, il faut noter qu'il y a un très faible taux d'absentéisme et très peu d'accidents du travail. Mais c'est surtout du point de vue des salaires que se situe le scandale : en 1972, le salaire moyen du travail d'un handicapé mental dans les CAT se situait à 115 F par mois. Oui 155 F par mois ! Alors que le chiffre d'affaire annuel par handicapé se situe autour de 10.300 F par an !

Tu sais, l'absence de syndicat, la mentalité, l'univers « malade » que l'on tisse autour des handicapés... Tout cela permet bien des choses.

Certains ateliers par exemple ont vu leur chiffre d'affaire doubler en trois ans, alors que les salaires versés ne bougeaient pas !

Est-ce que tu pourrais me donner un exemple plus précis ?

— Oui, à Montpellier il y a un atelier protégé qui s'appelle l'« atelier Kennedy ». C'est la veuve Kennedy qui s'en était occupée, et Watson, alors ambassadeur et dirigeant d'IBM, était venu y faire un tour. Cet atelier travaille pour IBM, mais aussi pour un fabricant de meubles de Béziers. En un an son chiffre d'affaire a augmenté de 63 %.

— Et pourtant, les gars touchent en moyenne 1800 F par an. Oui, par an ! Pour établir les fiches de paye, il y a plusieurs critères : l'application, le rendement, la qualité, la responsabilité individuelle, le respect de l'heure (25 points !), et aussi les contacts avec le travail et les cadres, les contacts avec les autres ouvriers (25 points)... C'est joli, non ?

— Tu sais, les CAT sont bien des petites usines avec leurs chefs, leur hiérarchie, leurs cadences... Et on y exploite encore plus qu'ailleurs. Tu te rends compte que maintenant on cherche à évincer les débiés « plus profonds », qu'on présente comme des « éléments perturbateurs » de ces ateliers !

Toi qui travailles dans un asile psychiatrique, peux-tu nous dire s'il y a là aussi ce genre de « réadaptation au travail » ?

— Oui, c'est un peu différent, mais le principe est le même. Tout passe par le biais de la Société d'Aide à la

Santé Mentale, dont le comité de gestion redistribue un peu de fric aux malades. Vraiment très peu.

— Il faut dire aussi que dans ces ateliers de « malades » règne une vraie atmosphère d'usine. J'ai vu par exemple un panneau avec dessus : « ne parle pas à ton voisin » !

Et qu'est ce que ça veut dire pour vous de travailler dans un asile ?

— Tu sais, c'est pas commode. On est un peu coincé, car on est à la fois flic et prolo, et l'administration nous utilise contre les malades.

— Je peux te donner un exemple : le pavillon « fermé », où l'on met d'office les mecs qui viennent des prisons (après une tentative de suicide ou une « dépression »). Eh bien, les « malades » disent qu'ils préfèrent rester en tôle : « au moins là bas on sait quand on doit sortir. Ici ils peuvent nous garder autant qu'ils veulent ». De fait pour certains qui ont refusé la tôle d'une manière ou d'une autre, ça veut dire la prison à vie, ici dans l'asile.



LE TRAVAIL EST LA MEILLEURE DES THÉRAPEUTIQUES..



CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE DES 1, 2, 3 JUIN

LETTRE D'UN HOPITAL

Comment s'est passée la campagne électorale dans les hôpitaux ? On peut en tirer rapidement un petit bilan, après les réunions débats et les réunions des groupes Taupe qui ont eu lieu.

D'abord, une chose saute aux yeux : jamais, sauf en mai 68, on a autant discuté politique dans les services. Ça tourne bien sûr autour des chances de chacun : qui des deux va gagner ? Mais les discussions portent aussi sur les déclarations faites à la radio et à la télé, on discute de l'avenir, des revendications, du socialisme...

Comment sont perçus les deux candidats ?

Giscard et son adjoint Poniatowski, on les connaît bien ici. C'est d'ailleurs pour ça qu'ils n'ont pas la cote. Mardi dernier, un supporter de Giscard est venu distribuer des tracts : la masse des gens les lui jetait à la figure ; il ne s'est pas attardé longtemps.

Une victoire de Mitterrand soulève beaucoup d'espérance. Mais

l'homme lui-même n'est pas très apprécié : surtout son côté vieux routier, etc. Dans les conversations, on retrouve souvent la crainte qu'il retourne sa veste...

Mais finalement, le débat le plus intéressant, on l'a chaque fois qu'on se demande : qu'est-ce qu'on fera si Mitterrand passe ? Le sentiment général c'est qu'il y a des choses qu'on ne tolérera plus. Les bas salaires, bien sûr ; mais aussi toutes les brimades qui existent aujourd'hui : la notation, la morgue de certains surveillants qui jouent les petits chefs, l'arrogance de certains médecins... Et puis le rythme infernal de travail imposé par le manque d'effectifs.

Mais la question qui nous est souvent posée, c'est : comment s'organiser pour « pousser » ? Dans les syndicats, les réunions de service pour se mobiliser. Dans des comités... Là-dessus d'ailleurs, il nous semble que l'explication sur les comités divers organisés à la base (comité de contrôle, de vigilance...) reste assez difficile et

paraît un peu abstraite. C'est un point qui a été assez mal compris dans les meetings et les interventions télévisées, alors que c'est un des points les plus importants.

Pour les travailleurs qui ont déjà participé ou rencontré une expérience d'auto-organisation, ceux qui savent pour l'avoir vécu ce qu'est un comité de grève : pas de problème ; nos explications passent bien. Mais pour les autres, on a l'impression que cela reste abstrait, presque utopique. Ceci dit, le développement des luttes illustrera sans doute pour tous ce problème.

En tout cas, au niveau parisien, nous préparons la conférence des groupes Taupe. La semaine prochaine, nous nous réunissons tous ensemble pour discuter de tout ça et aussi des formes de lutte en Santé (grève active, grève administrative, baisse des cadences). Les luttes ont été nombreuses dans le secteur ; il faudra discuter à fond des expériences d'Henri Mondor, Saint Lazare, Tours, Lyon, des hôpitaux psychiatriques, etc.

Correspondant Santé

ils ne respectent pas la trêve



MIL DE MASSOT DISDIER : L'ACTION CONTINUE

● 850 travailleurs en grève depuis le 10 mai. Cette entreprise (dont le plus gros actionnaire est le groupe anglais James Scott) est en contact avec le groupe allemand Siemens pour se faire absorber. Ils poursuivent leur lutte pour le paiement du salaire du mois d'avril et pour le non démantèlement de l'entreprise.

AUX THERMES D'AIX LES BAINS : APRES LA MANIFESTATION DE JEUDI, LA GREVE CONTINUE

Depuis plusieurs jours, les 350 employés soignants des Thermes sont en grève. Jeudi une manifestation s'est déroulée jusqu'à l'Hôtel de Ville.

FIN DE LA GREVE DES PILOTES DE LA SEINE

● Le mouvement de grève que les 107 pilotes de la Seine avaient déclenché lundi a pris fin hier. Le ministère des Finances a finalement décidé d'accorder une augmentation de 10 % des tarifs de pilotage.

NANTES : GREVE AUX HLM

Le personnel de la société nantaise d'HLM (80 personnes) s'est mis en grève hier soir. Le personnel réclame une révision de la classification et un rajustement des salaires.

LYON : 35 AUXILIAIRES LICENCIES AUX FINANCES

● La direction des services fiscaux vient de signifier le licenciement de 35 auxiliaires employés à la révision foncière (réforme et modernisation des impôts locaux), ceci au moment où Giscard écrivait à un député de la région qu'il allait « étudier le problème avec attention ».

Dans le Rhône, les licenciements se multiplient dans la Fonction Publique et posent le problème d'une centralisation de la riposte à l'échelle de la région.

NANTES : CHEZ BRISSONEAU LOTZ « CONSTAT DE FIN DE GREVE »

● Après une semaine de grève complète, les 850 travailleurs de Brissoneau-Lotz viennent d'accepter la reprise du travail. Ils exigeaient une augmentation uniforme de 100 f pour tous et le paiement des ponts, ils ont contraint la direction à accepter 1,5 % d'augmentation au 1er mai, plus une augmentation uniforme en trois temps : 50 F au 1er mai, 25 au 1er juillet, 25 au 1er septembre.

Estimant les propositions patronales insuffisantes, mais sans perspectives pour accroître le rapport de forces, les travailleurs de Brissoneau-Lotz ont refusé de signer l'accord patronal et ont repris le travail sur un « constat de fin de grève ». La presse locale, qui a sans doute jugé qu'elle avait d'autres chats à fouetter, a observé un véritable black-out sur cette grève.

Elèves infirmières

LA RUE VICTORIA OCCUPEE

● Depuis le 30 avril, les élèves infirmières sont en lutte. Et depuis le 30 avril, la seule réponse qu'avait été capable de donner l'administration, c'était la répression sous toutes ses formes : renvoi de professeurs ayant effectué des cours aux grévistes (Salpêtrière), fermeture des locaux (Salpêtrière, Rothschild), lettres de pression envoyées aux parents des élèves mineures, etc...

Hier les élèves sont allées en délégation massive au siège de l'Assistance Publique pour réaffirmer leur revendications :

— pas de récupération des stages pour fait de grève,

— paiement des jours de grève, — non retenue sur l'indemnité.

A 10 heures, ce sont 300 élèves qui arrivent rue Victoria, et demandent à être reçues. L'administration propose d'abord de recevoir 4 délégués. Refus. Finalement elle doit en accepter 6 (de Rothschild, Cochin, etc.).

L'accueil est plutôt décevant : une dame (visiblement un sous-fifre) qui les écoute passivement, l'impression de parler à un mur...

Dans ces conditions, pour se faire entendre, il n'y a plus qu'une chose à faire : rester. Les 6 délégués attendront sur place que l'administration daigne donner une réponse. Après un peu de bouscule avec les flics, d'autres réussissent à passer, et

elles sont finalement une trentaine à se retrouver au cinquième étage, les autres occupant le trottoir... juste en face de la Préfecture de Police.

Les poulets ne sont d'ailleurs manifestement pas à leur aise. Re levés fréquemment, ils font l'objet d'un léger travail de sappe de la part des élèves qui discutent avec eux : « demain, vous savez, vous pouvez très bien tomber malade et vous retrouver à l'hôpital. Qui vous soignera ? Nous ! Alors... »

Les gens qui passent sur le trottoir s'arrêtent volontiers pour discuter

Moi, j'ai plutôt un mauvais souvenir de l'hôpital. Je me rappelle une piqûre mal faite...

— Ça prouve bien que la formation est mal faite. C'est justement pour ça qu'on lutte ».

A deux heures moins le quart, les flics interviennent pour faire évacuer ceux qui occupaient. Une fois de plus, l'administration a montré son vrai visage.

Avant de se disperser on scandait : « Pallez, salaud, les bleues auront ta peau ». « Ce n'est qu'un début... » On s'assoit par terre et on chante : « Poniatowski avait promis, Poniatowski avait promis »

A L'I.N.S.A AUSSI...

La rencontre nationale des femmes les 15 et 16 juin (appel des « Pétroleuses », va permettre de mesurer le chemin parcouru dans le mouvement des femmes. Prenons deux exemples, l'un, celui d'un groupe femmes dans une école d'ingénieurs à Lyon. L'autre, créé il y a quelques semaines dans une entreprise du Crédit Lyonnais.

Ce sont des femmes qui, étudiantes ou employées, échappent à l'existence traditionnelle de femmes au foyer, elles retrouvent cependant dans les études et au travail, une autre forme d'oppression qui prend racines au même sol.

Elles raconteront successivement dans ce numéro (I.N.S.A.) et dans celui de mardi (Crédit Lyonnais), comment elles entendent lutter.

Si l'on reconnaît volontiers la surexploitation des travailleuses, la double journée de travail, l'inégalité des salaires entre hommes et femmes, si l'on admet volontiers que l'école capitaliste a des structures discriminatoires entre garçon et fille (témoin le précédent article sur l'inégalité de formation professionnelle et technique entre garçons et filles), dès que l'on parle de l'oppression des lycéennes ou étudiantes, on n'a droit qu'au sourire indifférent. Dans un milieu « à haut niveau culturel (quelle culture ?), dans un milieu assez politisé comme par enchantement, l'oppression spécifique des femmes ne se manifesterait plus !

Là encore les chiffres parlent d'eux-mêmes : la proportion des bacheliers continuant leurs études est de 1,5 à 2 fois plus forte pour les garçons que pour les filles (UNESCO 1968). Les filles y sont reléguées dans les sections culs de sac sans débouchés. En France (1967) « 2/3 des filles dans les Lettres et Beaux Arts, pour 1/3 en médecine, droit, sciences sociales.

Dans les écoles d'ingénieurs, les chiffres se situent entre 1 et 5 %.

Rouge a interviewé plusieurs étudiantes regroupées récemment en « Groupe Femme » de l'INSA de Lyon. L'Institut National de Sciences Appliquées forme 3000 élèves ingénieurs dont 14 % de femmes.

Avez-vous rencontré des difficultés en tant que filles pour rentrer à l'I.N.S.A. ?

Françoise : oui. Dans ma famille ça a étonné. Je suis d'une famille de petits commerçants avec une vision très traditionnelle : une fille doit se marier, c'est la seule issue pour la femme actuellement. Quand je leur ai dit que je voulais faire une école d'ingénieurs, ils ont tout de suite posé le problème du « métier féminin ». A la limite, ils me voyaient prof... mais pas ingénieur.

Claire : moi, je n'ai pas eu trop de problèmes... Quoi qu'on est obligé de se poser le problème de l'emploi vu la ségrégation qu'imposent les employeurs. D'ailleurs les profs sont assez cyniques sur cette question, témoin cette présentation de la section « biochimie » rédigée par le directeur du département :

« La biochimie est-elle un métier plus spécialement féminin ? Certainement pas, sauf peut-être dans certains domaines limités... La cosmétologie par exemple. Les jeunes filles ont été

admissibles jusque là dans la section sans discrimination particulière. Je ne saurais préjuger de ce qui devra être envisagé dans le cas où le sex-ratio (1) tendrait à un exceptionnel déséquilibre. En la matière, et les conditions étant ce qu'elles sont sur le marché du travail, l'employeur conserve le pouvoir de décision. »

Françoise : On est encore considérées comme la « femme exception ». Ce qui met vraiment le couteau dans la plaie de notre condition de femme : d'ailleurs dans l'entrevue de sélection, les jurys nous le font bien sentir en nous posant la question « Est-ce que vous vous sentez capables de diriger une équipe d'hommes ? ».

Claire : C'est vrai que nous ne sommes pas forcément capables de « commander ». Il faut voir que c'est depuis l'enfance qu'on nous prépare à la soumission et... c'est efficace !

Annick : Quoi qu'il faudrait avoir tout un débat sur la fonction du commandement dans l'entreprise capitaliste ! Ça dépasse le problème spécifique des femmes.

Françoise : Faut voir aussi que les copains aussi ont des idées bien arrêtées sur la « nature féminine ».

On avait mis sur le plancher la question de la femme « ingénieur de production ». Alors là systématiquement ils disaient « une femme n'arrivera jamais à s'affirmer dans la production, la direction n'est pas dans ses attributs et puis même si elle était une femme d'exception (dans leur esprit bien sûr) qui ait un caractère trempé, il lui serait difficile de se faire admettre ! » Ils ont toujours l'image de la femme mère.

Annick : On le voit bien dans la répartition des filles dans les différentes sections. Par exemple dans les sections dites plus théoriques (biochimie, informatique), il y a un pourcentage de filles supérieur aux sections du type « génie mécanique ». Et puis même si on prend la section « génie civil et urbanisme », où il y a pas mal de filles, de toutes celles qui sont sorties, très rares sont celles qui travaillent sur un chantier !

Claire : Oui, c'est ça, on ne voit pas une fille faire de la mécanique, par contre on nous voit à la rigueur dans un bureau avec de la paperasse ou dans un labo

Quelles sont les conséquences de ce que vous venez de décrire dans la vie quotidienne des filles à l'I.N.S.A. ?

Françoise : Je trouve que l'INSA est un milieu profondément « masculin », pas simplement du point de vue physique (86 % de garçons) mais plutôt... à un autre niveau. A la limite, les filles tendent à avoir le même comportement que les garçons.

Claire : Le milieu d'une part nous impose une certaine masculinisation et en même temps nous rejette parce que pour eux, la fille qui fait des maths, elle est pas très « jojo », parce que si elle était bien, elle serait ailleurs, elle serait mariée.

Annick : On vit continuellement dans une double contradiction. D'une part on est poussées à se comporter comme des mecs pour être acceptées et en même temps on est rejetées parce qu'on ne correspond pas au stéréotype de la femme. Mais en plus on est agressées, carrément prises d'assaut, vu la répression sexuelle qui existe, vu l'aménagement des résidences.

Claire : Agressées... Je trouve que c'est très exactement le mot. Quand tu vois le travail intensif, l'atmosphère étouffante du campus, son isolement, on comprend les scènes de rai-bol, de dévouement collectif chez les gars...

Françoise : pour le moment je n'envisage pas d'avoir des relations sexuelles avec un garçon, tout simplement parce que pour moi ce serait se foutre la corde au cou ! Primo, j'ai une connaissance insuffisante de la contraception et enfin dans mon milieu familial, j'ai été élevée dans la conception « fais pas de trucs cons parce que c'est toi qui portera la responsabilité ». On te prévient quoi !

Annick : Ça c'est très important parce que l'idée généralement répandue c'est que l'étudiante est émancipée, libérée, informée ! En fait on se rend compte que même sur le point précis de la contraception il y a une méconnaissance extraordinaire, ce qui explique en particulier l'impact du comité MLAC de l'INSA !

Claire : C'est vrai que l'activité d'un comité MLAC est très importante de ce point de vue. Moi j'y suis depuis sa création, mais par rapport à l'ampleur du problème, ce n'est pas suffisant. Le fait qu'on ait pu créer un groupe femmes je trouve ça chouette !

Françoise : Moi, je ne suis pas au MLAC, mais quand j'ai appris l'existence du groupe, je suis venue tout de suite parce que je m'étais déjà posée des problèmes sur la situation de la femme et j'avais envie de discuter avec d'autres filles des contradictions dans lesquelles je vis tous les jours, savoir si c'était pareil pour les autres copines du groupe. Et puis pour moi derrière tout cela, je trouve qu'il y a un problème politique !

Annick : Oui, on a déjà commencé à en discuter. Mais on n'en est qu'à notre deuxième réunion...

ORGANISATION COMMUNISTE REVOLUTION

Le 17 mai 1974

L'Organisation Communiste Révolutionnaire appelle à voter pour François Mitterrand le 19 mai, pour exprimer la volonté des travailleurs d'en finir avec la réaction, d'imposer leurs exigences, d'améliorer leurs conditions de vie et de lutte.

Nous ne soutenons ni l'Union de la Gauche, ni François Mitterrand. Nous ne les soutenons même pas « comme la corde soutient le pendu », selon l'expression de Lénine. Car pour cela, il faudrait disposer d'une corde beaucoup plus solide que celle dont dispose le mouvement révolutionnaire. Nous appelons à voter François Mitterrand pour plusieurs raisons dont la principale est la suivante :

Dans la période d'instabilité politique qui s'ouvre, une victoire (ou même une forte poussée) de l'Union de la Gauche affaiblirait l'Etat fort, améliorerait le rapport de force politique en faveur de la classe ouvrière et créerait, ce qui est décisif, des conditions plus favorables à l'intervention directe des masses sur la scène politique.

SI MITTERRAND L'EMPORTE...

Autant dire clairement, sans ambiguïté, sans avoir peur des mots : les travailleurs auraient à faire face à un gouvernement bourgeois de collaboration de classe qui (comme le disaient les militants de Rouge quand ils ne fuyaient pas les mots pour ménager une orientation incertaine) vise à « mettre sur pied une solution de rechange pour la grande bourgeoisie intégrant la classe ouvrière par le biais de ses organisations les plus représentatives, et notamment le PCF et la CGT » (Rouge No 184, 1972). Un tel gouvernement s'efforcerait de réaliser la paix sociale pour le plus grand profit des patrons et serait prêt le cas échéant à se retourner contre les luttes des travailleurs.

Face à un tel gouvernement, l'attentisme peut dominer pour un temps dans la grande masse des travailleurs mais rapidement l'arrogance politique face aux patrons, les nécessités de la riposte immédiate contre leurs mauvais coups donneront un nouvel essor aux luttes. Le rôle des révolutionnaires sera de :

- Forger l'unité ouvrière et l'unité populaire contre le patronat, la réaction et l'Etat fort.

- de combattre le gouvernement sans compromission. Il serait illusoire de contourner les risques d'isolement provisoire de l'extrême-gauche par une tactique qui viserait à faire pression sur le pouvoir ou à radicaliser son action ; la voie

choisie par le PSU relève du suicide politique ou de la capitulation.

Mais on ne saurait non plus avancer sans ambiguïté l'idée d'une unité d'action avec un tel gouvernement et les forces réformistes qui le soutiendront, combinée avec un débordement de ses initiatives : nous devons créer les conditions d'un affrontement politique avec le pouvoir et les initiatives ponctuellement convergentes contre la réaction devraient se faire avec la plus parfaite autonomie d'action des révolutionnaires. En bref, tout le problème pour les révolutionnaires est de faire en sorte qu'échoue la solution bourgeoise de Mitterrand non pas sous les coups de la réaction mais sous les coups des masses populaires mobilisées sur une ligne révolutionnaire.

- Enfin, la question décisive sera plus que jamais l'auto-organisation et l'auto-défense populaires. Que le front des organisations de masse et des organisations politiques réalisé le 1er mai dans la rue se développe. Que se créent sur tous les fronts des comités de lutte et d'action, qu'ils fusionnent dans un puissant mouvement de comités d'action populaire. Telles seraient les questions d'actualité...

ET SI GISCARD...

Les conditions du combat révolutionnaire seront largement différentes. Mais la démoralisation populaire sera provisoire : les travailleurs voudront conquérir par la lutte ce qu'ils espéraient conquérir par les urnes. Et derrière la façade de la « majorité nouvelle » apparaîtront les lézards profondes d'une coalition hétéroclite. Rien ne serait plus grave que de prendre une victoire électorale de la droite comme une preuve de sa force. Les masses s'en convaincraient par leur propre expérience...

A condition que les révolutionnaires s'acquittent de leur tâche ; et dans ce cas, si la tactique concrète sera différente, les objectifs de lutte seront pour l'essentiel les mêmes, l'organisation des masses d'autant plus nécessaire.

Ces nécessités, quoi qu'il arrive, sont d'ores et déjà vivantes. Pour l'immédiat, préparons une confrontation unitaire de l'avant-garde ouvrière, quelles que soient sur ce terrain les initiatives propres à chaque organisation.

Poursuivons l'offensive antimilitariste de printemps. Soutenons les assises du MLAC et la rencontre des femmes à l'initiative des Pétroleuses. Développons le Front de l'immigration. Pour qu'une force s'assemble...

Pour Révolution !

Henri MALHER Isaac JOSHUA

VIETNAM REACTION DU GRP A UNE DECLARATION DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES SUD-VIETNAMIEN

SAIGON, 17 mai AFP

Le ministère des affaires étrangères du GRP a qualifié « d'allégations mensongères (...) » la déclaration faite jeudi à Saïgon par le ministre sud-vietnamien des affaires étrangères selon laquelle son gouvernement est favorable à une reprise des discussions à Saïgon et à la Celle-Saint Cloud.

Après avoir stigmatisé l'attitude des gouvernements sud-vietnamien et américain, le ministre des affaires étrangères du GRP a souligné dans une émission de Radio-Giai Phong que la déclaration du ministre Vuong Van Bac survient au moment où l'opinion « est en train de condamner vigoureusement l'administration de Saïgon pour ses actes d'intensification de la guerre et de sabotage des pourparlers ».

En conclusion, le ministère des affaires étrangères du GRP demande « à l'administration de Saïgon d'exécuter sérieusement l'accord de Paris et, dans l'immédiat de rétablir et de garantir toutes les activités normales des représentants du GRP et

de la RDV dans les organisations militaires mixtes ».

VIETNAM

Vendredi à l'aube, le FNL a enlevé le poste gouvernemental de Dak Pek, proche de la frontière laotienne.

D'autre part, dans les provinces septentrionales des tirs de harcèlement au mortier et à la roquette sur de petits postes gouvernementaux au Sud-Est de Hué ont été enregistrés.

Enfin, le FNL a bombardé la base militaire de Lai Khe et ses environs immédiats au Nord de Saïgon.

LES MASQUES TOMBENT A BUENOS-AIRES

Alors que le Conseil municipal de Buenos-Aires avait déclaré Pinochet persona non grata, la « Lider maximo » Juan Peron s'est entretenu plus d'une heure jeudi avec l'assassin de Santiago. Celui-ci arrivait en Argentine après une visite de 4 jours chez le dirigeant paraguayen Stroessner, le doyen des dictateurs en exercice en Amérique Latine. Au terme d'une heure de discussion, Peron, qui avait fait boucler les frontières chiliennes en septembre et de ce fait interdit à de nombreux militants chiliens de se réfugier en Argentine, a

déclaré : « Les relations entre l'Argentine et le Chili ont toujours été excellentes, et nous ferons en sorte qu'elles continuent de l'être. »

Sans commentaire...

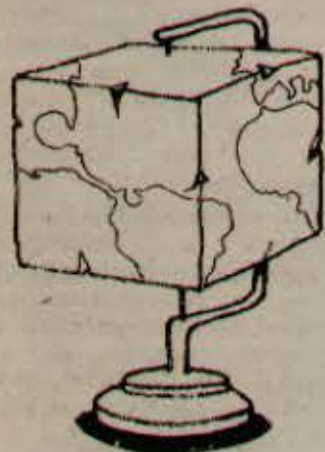
M. SOARES RENCONTRE LE PAIGC

Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères et secrétaire général du PS a rencontré lors de sa visite à Dakar Aristides Pereira, secrétaire général du Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée Bissau et du Cap Vert (PAIGC).

M. Soares a proposé au représentant du mouvement de libération un accord de cessez-le-feu et des négociations pour l'application du principe d'auto-détermination entre la Guinée-Bissau et le Portugal.

Dans une interview au quotidien sénégalais « Le Soleil », M. Soares déclare que le Portugal est « disposé à respecter le principe de l'auto-détermination et à en accepter loyalement toutes les conséquences ». Pour M. Soares, « un pas concret a été fait vers la paix » par cet entretien et si « le problème immédiat est d'arrêter la guerre » il faut « pour cela négocier les différentes modalités pratiques d'application du principe d'auto-détermination ».

(1) Sex-ratio : la proportion — en chiffres — de femmes et d'hommes.



aux
quatre
coins

REPRESAILLES SIONISTES

les camps palestiniens bombardés

Avant-hier, c'était l'hystérie : « Le commando palestinien avait assassiné 20 enfants ». La presse bourgeoise dénonçait les criminels palestiniens et blanchissait le gouvernement israélien.

En fait autant il est juste d'expliquer que cette action de commando n'est pas juste parce que nuisible à la cause qu'elle prétend défendre, autant nous avons immédiatement dénoncé la responsabilité écrasante des sionistes tant sur le fond que dans l'événement proprement dit.

Expliquer que c'est l'impérialisme et le sionisme qui sont des responsables de la violence faite chaque jour aux masses arabes et aux réfugiés palestiniens a été particulièrement illustré par les bombardements du sud Liban.

Il ne s'agit pas comme le fait une certaine presse de dire « c'est la violence qu'y peut-on », ou « il est normal que le gouvernement israélien venge ses morts » ou encore « c'est l'engrenage ».

L'Etat sioniste a décidé froidement d'investir l'école de Maalot, cela a provoqué la mort de 20 personnes. Puis tout aussi froidement les « Phantoms » israéliens sont partis bombarder des villages du sud Liban. A Ain Heloué, 3 immeubles HLM habités par des travailleurs modestes ont été soufflés. Maaroufiyeh à 15 kilomètres au sud de Beyrouth, village paisible dans la montagne a subi plusieurs assauts. Cette politique c'est celle de la terreur et de la force. C'est celle sur laquelle s'appuie l'état sioniste depuis 26 ans.

Il s'agit d'écraser, d'humilier, de casser tout ressort de résistance à une politique d'expansionisme, de domination. La violence des palestiniens est autre. Pour ce peuple, méprisé, ignoré pendant de nombreuses années, sur le dos duquel se trame un compromis pourri à Genève, il s'agit de briser le cercle étouffant dans lequel il est placé.

La violence que devront employer les masses arabes n'est pas celle de Maalot, des otages, des commandos.

C'est pourquoi il faut discuter avec les militants palestiniens ces modes d'action. Mais la violence des masses arabes contre l'impérialisme et le sionisme, en liaison avec l'avant-garde en Israël doit être la violence des exploités contre les exploités.

Ce doit être la violence de masse, s'appuyant sur les objectifs des travailleurs pour abattre la domination du capital.

De cette violence là, les révolutionnaires sont partie prenante.



camp palestinien bombardé

Indochine

L'AIDE A LA RECONSTRUCTION

On connaît l'importance que revêt la lutte économique au Vietnam à l'heure où les zones fantoches sont violemment secouées par l'inflation, le chômage et la misère. La réorganisation des zones libérées du Sud, l'existence de la RDVN au Nord et passage à une économie de paix.

La réorganisation des zones libérées du Sud, l'existence de la RDVN au Nord, et le passage à une économie de paix au Nord Vietnam, ne se fait pas sans grandes difficultés.

Le Nam Dan, quotidien du Parti du Travail du Nord Vietnam, nous le rappelle à nouveau dans un long éditorial; il s'attaque aux « bureaucrates » et aux « égoïstes » qui « travaillent mal », « truquent les chiffres et les statistiques, et

provoquent ainsi un déséquilibre constant dans l'économie ». Le moment est en conséquence venu de « déclencher un mouvement de masse » car « ces défauts résultent parfois de la bureaucratie, de l'impéritie ou de l'ignorance qui gangrènent la gestion économique, mais l'organe principale réside essentiellement dans l'industrialisme qui pousse certains à ne penser qu'à leurs intérêts égoïstes et illégitimes, à mentir pour ne pas perdre la face, la place et le grade qui leur ont été attribués à eux ou à leur collectivité ».

Il y a un an déjà, le Nam Dan publiait une résolution du Bureau Politique du PTUV qui dénonçait les déviations bureaucratiques. Les sources de ce danger bureaucratique réside partiellement dans la situation même du PTV qui fait peu de place à

une véritable organisation soviétiste de l'état. Mais elles proviennent surtout de l'arriération et de la dévastation dans laquelle la colonisation et la guerre américaine a laissé le Vietnam.

L'article du Nham Dan doit être pour nous un appel à la solidarité. L'isolement international, la faiblesse relative de l'aide reçue est en effet l'un des facteurs qui rend si difficile le combat des peuples indochinois. Or l'Indochine reste le lieu où la révolution se fait au prix de mille sacrifices.

Si Mitterrand était élu, si l'Union de la Gauche formait le nouveau gouvernement, il faudrait exiger l'envoi d'une assistance économique immédiate.

GREVES ET MANIFESTATIONS AU DANEMARK

Le Danemark a été partiellement paralysé jeudi par l'action de protestation de plus de 250.000 ouvriers et employés contre les impôts indirects adoptés hier mercredi par le Parlement. La Confédération ouvrière a estimé que le pays était presque en grève générale. Par centaines, les entreprises ont fermé et quelques journaux seulement ont paru. Des ferry-boats ont arrêté leur service, les trains avaient des retards de même que les vols à l'aéroport de Copenhague, certains vols ont même été supprimés.

A la radio, le premier ministre Poul Hartling, chef du gouvernement minoritaire libéral de droite, s'est étonné du mécontentement massif des ouvriers. Il a rappelé que l'Etat diminuerait les impôts sur les revenus des contribuables gagnant moins de 80.000 couronnes par an.

A Copenhague, devant le Parlement, plus de 60.000 manifestants ont protesté contre le gouvernement et le Parlement, des orateurs ont menacé de susciter des troubles sur les chantiers si le premier ministre Hartling ne démissionnait pas.

Des troubles ont éclaté en fin de journée. Sur la place de l'Hôtel de Ville, des manifestants ont

lancé des bouteilles et des pavés contre les autobus et les maisons. La police, qui a dispersé la foule à l'aide de chiens et de matraques, a souligné qu'il s'agit des manifestations les plus graves à Odense depuis le temps de l'occupation allemande.

BILBAO : UNE MILITANTE DE LA LCR-ETA(VI) S'ÉCHAPPE DES GRIFFES DE LA GARDE CIVILE

Selon les informations fournies par la police à la presse franquiste, la jeune militante qui a réussi à s'échapper du commissariat de la garde civile à Bilbao appartiendrait à la LCR-ETA(VI). La dépêche de l'agence CIFRA affirme :

« Le premier commando militaire « ETA Vjeme Assemblée-Ligue Communiste Révolutionnaire » a été désarticulé. Gregorio Martinez Garcia, ouvrier tourneur et Maria Joséfa Ana Leceartua, étudiante, qui le constituaient ont été arrêtés et conduits au commissariat. Celle-ci, malgré les menottes qui la gênaient, a réussi à prendre la fuite au cours de l'interrogatoire. Alors qu'elle était restée seule, elle ouvrit la fenêtre et se jeta dans la rue d'une hauteur de trois mètres. Le garde qui se trouvait sur les lieux n'a pas pu tirer de peur de blesser des enfants qui jouaient là ». Quant à Gregorio Martinez, on est en droit de penser qu'il a

subi un interrogatoire particulièrement sévère APPEL AU GOUVERNEMENT DU PARTI DEMOCRATE DU KURDISTANT

Paris le 17 mai :

Le Parti Démocrate du Kurdistan (section européenne), dans un communiqué remis jeudi à la presse, demande au gouvernement français de prendre en considération « les graves conséquences que constituerait sur le plan moral l'utilisation, à des fins de génocide, d'armes fournies par la France » à l'Irak.

Le PDK se déclare « profondément affecté par l'annonce de l'éventualité d'une livraison massive au gouvernement irakien d'armements ultra-modernes français, susceptibles d'être utilisés dans la guerre d'extermination contre la population kurde d'Irak ».

Dans son communiqué le PDK (section européenne) prie enfin les autorités compétentes en France « d'assortir les livraisons éventuelles d'armements au gouvernement d'Irak d'une condition formelle de non-emploi contre les populations kurdes » et leur demande « de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'exécution de cette condition ».



« VERS DES LUTTES D'ENVERGURE »

Une rencontre vient d'avoir lieu entre le gouvernement et les principaux dirigeants syndicaux pour discuter de la conjoncture économique.

Les bureaucrates ont sondé les intentions du gouvernement dans le domaine de l'agriculture, des prix, des impôts. Le gouvernement, en la personne du président du conseil, Rumor, a « donné sa parole » qu'il était « engagé dans l'étude d'un mécanisme de développement de l'économie italienne qui prenne grand soin des problèmes indiqués ».

Avec cet épisode, se poursuit le ballet désormais rituel : d'un côté se poursuit tranquillement l'augmentation des prix. Le 15 mai, par exemple, les tarifs des chemins de fer ont connu une hausse de 30 %. Et cette hausse est encore aggravée par la suppression des tarifs spéciaux qui favorisaient employés d'Etat, étudiants, etc...

De l'autre, les directions syndicales continuent vaillamment dans la voie des grèves « démonstratives », voire inoffensives, comme celle d'hier d'un million et demi de travailleurs du bâtiment, mobilisés sur des revendications ultra-limitées et des slogans flous et généraux pour les réformes. Les pourparlers gouvernement



syndicats sont maintenant renvoyés au mois de juin. Chaque parti attend de jauger l'effet des retombées du referendum sur le divorce : quelle sera l'ampleur de la crise de la Démocratie Chrétienne ? Quel contrôle la bureaucratie syndicale pourra-t-elle exercer sur les réactions de la classe ouvrière face aux attaques contre son pouvoir d'achat ?

Les travailleurs italiens regonflés par une victoire électorale qu'ils ressentent comme une victoire contre la bourgeoisie, ne se contenteront pas de palabres stériles. L'heure est à des luttes d'envergure.

E.P.

Réunion

REPRESSION A SENS UNIQUE

En 1972-73 deux instituteurs engagés une action contre la fraude électorale à la Réunion. Le 26 octobre 73, l'école d'Eperon où ils enseignent, est détruite par un incendie d'origine criminelle. Le 23 novembre, une tentative d'incendie criminelle se déroule à leur domicile. Aucune des deux enquêtes n'aboutira... En décembre, la municipalité UDR de Saint Paul suspend la reconstruction de l'école, les enseignants, devant le défaut de matériel et de locaux décentes, se déclarent incapables de poursuivre un véritable travail pédagogique. Après avoir reçu le soutien des parents d'élèves, le directeur de l'école et les deux instituteurs entament une grève de la faim.

Le 23 mars, l'école est occupée par la gendarmerie et vice-recteur de la Réunion suspend les trois instituteurs qui sont menacés de mutation en métropole.

Ainsi ceux qui pratiquent ouvertement la fraude électorale

dans les TOM-DOM ne sont pas inquiétés et ceux qui la dénoncent sont attaqués physiquement et sanctionnés professionnellement.

Les enseignants de l'académie d'Aix Marseille (dont dépend administrativement l'île de la Réunion) sont solidaires de la lutte de leurs camarades réunionnais contre l'administration colonialiste de l'Education Nationale à la Réunion.

Un tract Ecole Emancipée a été distribué à 5000 exemplaires au meeting de Mitterrand le 15 mai de même que dans tous les lycées, écoles primaires et facultés d'Aix Marseille. Plusieurs sections d'établissement SNES ont envoyé des télégrammes de protestation au recteur de l'académie. Une réunion constitutive d'un comité de soutien se tiendra à la faculté Saint Charles de Marseille, samedi 18 mai à 16 h pour exiger l'annulation des arrêts suspendant les trois instituteurs ainsi que l'abandon de toute sanction disciplinaire.

GREVES ET MANIFESTATIONS AU DANEMARK

Le Danemark a été partiellement paralysé jeudi par l'action de protestation de plus de 250.000 ouvriers et employés contre les impôts indirects adoptés hier mercredi par le Parlement. La Confédération ouvrière a estimé que le pays était presque en grève générale. Par centaines, les entreprises ont fermé et quelques journaux seulement ont paru. Des ferry-boats ont arrêté leur service, les trains avaient des retards de même que les vols à l'aéroport de Copenhague, certains vols ont même été supprimés.

A la radio, le premier ministre Poul Hartling, chef du gouvernement minoritaire libéral de droite, s'est étonné du mécontentement massif des ouvriers. Il a rappelé que l'Etat diminuerait les impôts sur les revenus des contribuables gagnant moins de 80.000 couronnes par an.

A Copenhague, devant le Parlement, plus de 60.000 manifestants ont protesté contre le gouvernement et le Parlement, des orateurs ont menacé de susciter des troubles sur les chantiers si le premier ministre Hartling ne démissionnait pas.

Des troubles ont éclaté en fin de journée. Sur la place de l'Hôtel de Ville, des manifestants ont

lancé des bouteilles et des pavés contre les autobus et les maisons. La police, qui a dispersé la foule à l'aide de chiens et de matraques, a souligné qu'il s'agit des manifestations les plus graves à Odense depuis le temps de l'occupation allemande.

BILBAO : UNE MILITANTE DE LA LCR-ETA(VI) S'ÉCHAPPE DES GRIFFES DE LA GARDE CIVILE

Selon les informations fournies par la police à la presse franquiste, la jeune militante qui a réussi à s'échapper du commissariat de la garde civile à Bilbao appartiendrait à la LCR-ETA(VI). La dépêche de l'agence CIFRA affirme :

« Le premier commando militaire « ETA Vjeme Assemblée-Ligue Communiste Révolutionnaire » a été désarticulé. Gregorio Martinez Garcia, ouvrier tourneur et Maria Joséfa Ana Leceartua, étudiante, qui le constituaient ont été arrêtés et conduits au commissariat. Celle-ci, malgré les menottes qui la gênaient, a réussi à prendre la fuite au cours de l'interrogatoire. Alors qu'elle était restée seule, elle ouvrit la fenêtre et se jeta dans la rue d'une hauteur de trois mètres. Le garde qui se trouvait sur les lieux n'a pas pu tirer de peur de blesser des enfants qui jouaient là ». Quant à Gregorio Martinez, on est en droit de penser qu'il a

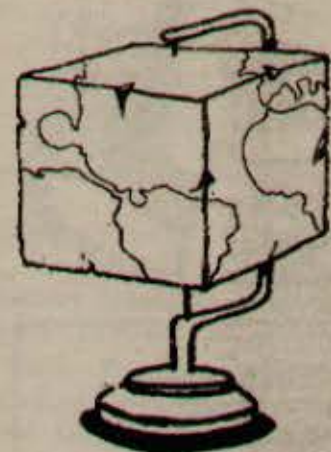
subi un interrogatoire particulièrement sévère APPEL AU GOUVERNEMENT DU PARTI DEMOCRATE DU KURDISTANT

Paris le 17 mai :

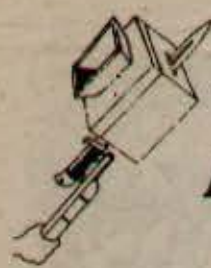
Le Parti Démocrate du Kurdistan (section européenne), dans un communiqué remis jeudi à la presse, demande au gouvernement français de prendre en considération « les graves conséquences que constituerait sur le plan moral l'utilisation, à des fins de génocide, d'armes fournies par la France » à l'Irak.

Le PDK se déclare « profondément affecté par l'annonce de l'éventualité d'une livraison massive au gouvernement irakien d'armements ultra-modernes français, susceptibles d'être utilisés dans la guerre d'extermination contre la population kurde d'Irak ».

Dans son communiqué le PDK (section européenne) prie enfin les autorités compétentes en France « d'assortir les livraisons éventuelles d'armements au gouvernement d'Irak d'une condition formelle de non-emploi contre les populations kurdes » et leur demande « de prendre les mesures nécessaires pour garantir l'exécution de cette condition ».



aux
quatre
coins



armée

APOLITIQUE, L'ARMEE ?

Le Point de cette semaine indique que, selon un rapport de la Sécurité Militaire, les cadres de l'armée ne seraient ni attirés par l'Union de la Gauche, ni excessivement séduits par Giscard. Ils craindraient surtout qu'on entre dans une période de troubles.

Cette attitude attentiste et inquiète qui ne fait que prolonger le fameux « malaise » des cadres militaires n'est pas pour nous surprendre. Mais en aucun cas, ce trouble ne constitue un engagement à la « neutralité » pour l'avenir.

MAUVAIS EXEMPLE

En attendant, dans cette période électorale qui partage si rigoureusement le pays en deux, de nombreux éléments de la haute hiérarchie militaire n'ont pas résisté à la tentation d'énoncer leur préférence électorale. « L'obligation de réserve » en a pris un vieux coup.

Et pour commencer, Galley a montré l'exemple. Non content d'aller faire campagne pour Giscard à la Guadeloupe, il fait diffuser par le Service d'Information des Armées un télégramme attirant leur attention sur le voyage effectué aux Antilles par le ministre des armées « à la demande de M. Giscard d'Estaing, candidat à la présidence de la République » !

L'ALTERNANCE EST UNE ERREUR

Le 14 mai au soir, une émission télévisée était programmée sur la troisième chaîne.

Emission à propos de laquelle, le lendemain, Henu, furieux, déclarait : « On s'étonnera qu'à trois jours de la clôture de la campagne présidentielle, un point de vue certes digne et mesuré, mais à sens unique, donc dangereux, ait pu ainsi être présenté aux téléspectateurs. Une seule option était défendue, celle de M. Giscard d'Estaing et non pas celle de M. Mitterrand ».

Et tandis que Giscard — s'y croyant déjà — s'adressait à l'armée (aux cadres !) à l'occasion de l'anniversaire du 8 mai, les soutiens continuaient à affluer : les années de la 2ème DB, la maréchale de Hautecloque en tête, le colonel Rémy après Philippe de Gaulle, et pour finir, l'ancien aide de camp de de Gaulle (Charles), le colonel de Bonneval.

Le colonel n'y va pas par quatre chemins : « L'alternance aujourd'hui est une erreur.

Face à un Parti Communiste, solide, structuré, organisé et qui aujourd'hui se dissimule que pèseront les socialistes et ceux qui, de bonne foi, croient que l'alliance à leur profit est possible ?

Françaises, Français, c'est de votre liberté et de celle de vos enfants qu'il s'agit. C'est de la France qu'il s'agit. Quels que soient vos sentiments, il faut voter pour M. Valéry Giscard d'Estaing. »

L'AURORE...

En voilà de la belle et bonne obligation de réserve ! Ce qui est vraiment curieux, c'est que l'Aurore qui publie cette mâle diatribe en bonne place, publie par ailleurs un papier véneux contre l'appel des 100 où l'AFP se voit notamment accusée d'être vendue aux rouges. Ce qui est agréable avec l'Aurore, c'est qu'on y parle clair : les colonels ont le droit de cracher sur la gauche à longueur de colonnes, les appelés celui de se taire.

Une chose qu'on s'explique mal : le brain-trust de Mitterrand a passé la campagne électorale entière à l'affût d'infractions à la neutralité de l'armée en faveur de Giscard. Il en a relevé de nombreuses. Ce qui n'a pas empêché le Général Jousse et le général Becam de manifester un soutien enthousiaste à Mitterrand. Des gaffeurs ?

Ce ne sont pas les 100, mais les galonnés qui ont abolie l'obligation de réserve. Les 100 n'ont fait qu'apporter le point de vue du contingent dans ce concert d'éclats patriotiques...

TOULON :

PREPARER LA MANIF REGIONALE DU 25

La campagne pour la libération des 4 s'amplifie dans la région. A Cannes, un tract a été massivement diffusé dans la ville et aux portes des lycées. A Aix en Provence, la pétition de soutien a déjà réuni 600 signatures après un porte-à-orte sur les Cités-Universitaires, une intervention sur les marchés. La section SGEN-CFDT de la fac de lettres a signé la pétition. Le comité de soutien aux marins de Toulon et soldats emprisonnés, se met en place.

A Toulon aussi, la campagne s'intensifie. Ainsi, à Bonaparte, des tracts ont été diffusés appelant à une réunion. Toute la journée des affiches manuscrites ont été collées et remplacées sitôt arrachées par l'administration. A Dumont d'Urville, une réunion préparatoire à la manifestation du 25 se tient aujourd'hui. A Hyères, les lycéens ont diffusé un tract du CDA appelant à la création d'un comité de soutien. Cette réunion se tient cet après-midi à 14 heures. Toutes les organisations ouvrières et démocratiques y sont invitées.

Correspondants

DUFRESNE ACQUITTE

La meilleure façon de se débarrasser d'un gêneur, c'est parfois de le réformer. Christian Dufresne, acquitté par le TPFA, il y a une semaine, enlevé il y a 5 jours, trimbalé d'hôpital militaire en caserne, se trouve aujourd'hui bien libre...

Il est parfaitement sain de corps et d'esprit, déclaré apte initialement, mais devant les nombreuses réactions en sa faveur, la hiérarchie militaire a préférée s'en débarrasser par le biais de la réforme.

Ce n'est pas le cas des nombreux objecteurs (refusé d'être reconnu comme tel), des insoumis, déserteurs, etc... qui croupissent dans les prisons de la « grande muette ».



le quotidien rouge

journal d'action communiste

communiqué d'organisations anti-militaristes et révolutionnaires

« Les 100 jeunes soldats et marins ont droit à la parole »

A l'heure où, à Mourmelon, Reims, Nancy, Toulon, la hiérarchie militaire tente d'endiguer par des pressions les plus arbitraires (longs interrogatoires, emprisonnement, menaces du TPFA) les luttes qui montent au sein du contingent et des engagés contre les brimades et contre l'armée de guerre civile, pour leur droits démocratiques, le Manifeste des 100 soldats et marins adressé aux candidats à la présidence de la République apparaît comme un témoignage éclatant d'une combativité que les apprentis Pinochet vont tenter de briser par tous les moyens. Ces 100 jeunes soldats et marins n'ont pas fait autre chose que d'exercer leurs droits élémentaires de citoyens : ils ont droit à la parole.

Il ne sera pas dit que seuls les généraux du capital (tel le contre-amiral De Gaulle) seront

les seuls à pouvoir prendre la parole impunément.

Les 100 jeunes soldats et marins témoignent pour des dizaines de milliers d'autres que l'armée veut réduire au silence pour mieux les utiliser contre les travailleurs. Comme beaucoup d'autres qui ont utilisé les pétitions, les journaux de casernes, les comités de soldats montrant le chemin à leurs camarades.

Tous les militants ouvriers et révolutionnaires, tous les anti-militaristes se doivent d'être solidaires, s'engager à populariser leur initiative et à riposter immédiatement en cas où ils seraient victimes de la répression.

AMR, PSU, FCR, Révolution !, CDA, CAM, CSQC, MDPL

Communiqué de soldats révolutionnaires

« Dans chaque caserne, organisons la lutte »

Le Comité de Soldats Révolutionnaires du 5^e Régiment de Cuirassiers stationné à Kaiserslautern, affirme sa solidarité avec les soldats et marins emprisonnés. Il s'élève vivement contre la répression de plus en plus évidente qui s'exerce contre la jeunesse encasernée. Il appelle tous les marins, tous les aviateurs, tous les soldats appelés ou engagés, à s'organiser pour montrer à Galley et à ses généraux que « Col Rouge » n'est pas un fait isolé, que dans chaque caserne, le travailleur n'accepte plus les brimades, n'accepte plus le droit aux 7 % de pertes, n'accepte plus l'isolement et le mur du silence.

Aujourd'hui, c'est Ployaud

Tomaselli, Pottier, Kerjean, Sunt, Turba, Négrignat Aujourd'hui, c'est à Toulon, Reims et Mourmelon. Nous n'attendons pas demain, nous n'attendons pas d'autres exemples de répression. Nous demandons la libération immédiate de nos camarades emprisonnés.

Pour le respect des droits démocratiques du soldat.

Contre cette armée qui embrigade, emprisonne, assassine.

Contre l'armée-bagne de la jeunesse.

Dans chaque caserne, organisons la lutte.

Le comité de soldats révolutionnaires du 5^e Régiment de Cuirassiers

SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS : MANIFESTATION NATIONALE LE 29 MAI.

Le SNI organise le mercredi 29 mai au Palais des Sports de la porte de Versailles une manifestation nationale dont l'objectif est d'exiger « la titularisation des instituteurs débutants, une formation professionnelle pour tous et de meilleures conditions de travail ». Tous les départements de France enverront, à l'appel du SNI, une délégation comprenant un minimum de 50 instituteurs de telle sorte que 5.000 à 8.000 délégués seront présents à Paris « quel que puisse être le résultat des élections en cours ».

GREVE DU PERSONNEL D'EDUCATION SURVEILLEE A FRESNES Paris, 17 mai AFP

Le personnel membre du syndicat national du personnel d'éducation surveillée (SNEPS-FEN) du service d'orientation des mineurs de la maison d'arrêt de Fresnes a déclenché un mouvement de grève depuis le 15 mai pour protester contre les conditions de travail du personnel éducatif et des agents de service.

Les grévistes déplorent notamment « le travail essentiellement de gardiennage demandé aux éducateurs, sans possibilité pour eux de remplir

une fonction éducative » et d'être « systématiquement tenu à l'écart de toute décision concernant les mineurs ». Ils déclarent en outre « être conscients de l'ambiguïté de leur présence auprès de mineurs délinquants dans le cadre carcéral interdisant toute libéralisation ».

COMMUNIQUE DU DIRECTEUR DE PUBLICATION DE « ROUGE »

Dans l'armée, la chasse aux sorcières n'a plus de limites : jeudi 16 mai, des vendeurs du « Quotidien Rouge » se trouvent à proximité de la station de métro Massy-Palaiseau. Arrive un appelé en uniforme. Il achète le journal. C'est le droit élémentaire de tout citoyen. Quelques secondes plus tard, les vendeurs aperçoivent avec stupéfaction le jeune appelé embarqué par des « civils » (probablement des R.G. qui surveillaient les diffuseurs ?).

Les diffuseurs font le tour de leurs connaissances, de leurs sympathisants, de façon à savoir si ce jeune appelé était susceptible d'être de la région et s'il était possible de joindre sa famille. Par chance, des sympathisants du journal viendront le lendemain trouver les diffuseurs : la famille du jeune appelé a reçu la « visite » des R.G. qui lui ont

fait remplir un dossier complet d'état-civil et de « profession de foi politique » par les parents, grand-parents etc... La famille, de surcroît n'a aucun contact avec le jeune soldat maintenu au secret. Renseignements pris par les diffuseurs, ce jeune appelé n'a jamais eu aucune activité politique. La S.M. ne peut même pas faire état de présomptions sur un éventuel militantisme de ce soldat au sein de son unité.

Il a acheté un journal politique, un quotidien sorti à l'occasion de la campagne électorale. Même en uniforme, c'est son droit le plus strict. Pour ce simple geste, il est embarqué, suspecté, interrogé, coupé de sa famille.

C'est l'Espagne de Franco, la Grèce des colonels !

Nous exigeons la libération immédiate de ce soldat et la levée de toute sanction (y compris sous forme de simple mutation).

INTERVIEW DU F.D.P.L.P.

M. Nayef Hawatmeh, secrétaire général du FDPLP, a affirmé que l'opération de Maalot confirmait la décision du peuple palestinien de « rejeter les tentatives de Kissinger voulant imposer la reddition à ce peuple ».



dernière
minute

le quotidien
ROUGE

10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-88-82

L'AVENIR GRAPHIQUE

Le directeur de publication :
Daniel Bensaid